
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59607

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Mais l'existence même des scandales suscités par le passé de fonctionnaires ou de politiciens soupçonnés, parfois à tort mais le plus souvent à raison, de s'être lourdement compromis sous le nazisme témoigne de l'importance acquise par le passé nazi dans la vie politique allemande. Les profanations répétées de cimetières juifs sont l'occasion d'autant de manifestations de protestation et d'indignation. La crainte d'un «retour aux affaires» d'hommes ayant joué un rôle important dans le régime hitlérien mobilise une part toujours croissante d'une opinion qui s'émeut également des propos parfois ambigus tenus par d'anciens chefs militaires, notamment des Waffen-SS, placés à la tête de très actives associations d'anciens combattants. Il est donc compréhensible que la renaissance de l'armée allemande ait soulevé de nombreuses polémiques, de même que la création d'une commission chargée de sélectionner les futurs officiers de la Bundeswehr. Le soin apporté à la constitution de ce Personalgutachterausschuss, la présence en son sein de personnalités au dessus de tout soupçon, la sévérité assez marquée dont il fit preuve dans l'accomplissement de ses fonctions révèlent que le passé nazi, loin d'être refoulé, est au centre des préoccupations. Certes, bien des revues de l'immédiat après-guerre ont disparu, mais la volonté de remise en cause qui les animait ne s'est pas pour autant envolée; elle demeure présente, notamment au sein des radios régionales créées au lendemain de 1945. Là, de même que dans des revues telles que le *Spiegel*, il ne saurait être question d'oubli ou de refoulement; bien au contraire, c'est le souci constant de «débusquer» les personnalités compromises ou de dénoncer les dangers d'une éventuelle renazification de la société allemande qui domine. De plus, il ne faut pas négliger l'activité de l'Institut d'histoire contemporaine (Institut für Zeitgeschichte) de Munich, ni celle de l'Office fédéral pour la formation politique (Bundeszentrale für politische Bildung). Enfin, au-delà des médias et des milieux intellectuels, l'opinion manifeste parfois directement son intérêt et son émotion face à l'ampleur des crimes nazis. En 1957, le journal d'Anne Frank, mis en scène dans de nombreux théâtres et vendu pour la première fois en édition de poche, rencontre un écho considérable. La seconde moitié des années cinquante marque également une nouvelle étape dans la mise en évidence du caractère criminel du nazisme. Les témoignages des derniers prisonniers de guerre allemands, de retour de leur captivité en URSS, relancent en effet les débats sur l'ampleur des atrocités commises lors de la campagne de Russie et la création, en 1958, de l'Office central de recherche sur les crimes nazis (Zentrale Stelle zur Aufklärung der NS-Verbrechen), à Ludwigsburg, annonce une nouvelle phase, avec des moyens considérablement accrus, dans la mise en accusation des criminels contre l'humanité.

A égale distance du refoulement ou de la «maîtrise du passé» exemplaire, les scandales et les controverses des années cinquante restituent en définitive les difficultés concrètes du jeune Etat fédéral ouest-allemand, confronté au redoutable problème de l'intégration dans le nouvel ordre démocratique de la fraction de la population allemande encore sensible, sinon à l'idéologie nazie proprement dite, du moins au souvenir du «bon temps» des années 1933–1939.

Jean SOLCHANY, Lyon

Christiane GROSSER, Thomas GROSSER, Rita MÜLLER, Sylvia SCHRAUT, Flüchtlingsfrage – das Zeitproblem. Amerikanische Besatzungspolitik, deutsche Verwaltung und die Flüchtlinge in Württemberg-Baden 1945–1949, Mannheim (Institut für Landeskunde und Regionalforschung) 1993, IX–271 p. (Südwestdeutsche Schriften, 14).

Cet ouvrage collectif, publié dans la collection de l'Institut für Landeskunde und Regionalforschung de l'Université de Mannheim, regroupe six études traitant du problème des réfugiés et expulsés en Wurtemberg-Bade de 1945 à 1949, précédées d'une excellente introduction de deux des auteurs. Thomas GROSSER et Sylvia SCHRAUT y dressent un état de la recherche. Après l'avoir négligé au cours des années 60 et 70, les études ont renoué, au début des années 80, avec le problème de la politique menée à l'égard des Allemands transférés, et de

leur intégration dans la société ouest-allemande. L'ouverture des archives (les études reposent essentiellement sur les documents du Gouvernement militaire américain – Bundesarchiv de Coblenche –, sur les archives de Stuttgart et de Karlsruhe), l'essor de l'histoire de la vie quotidienne et des mentalités, la sensibilisation accrue aux questions d'immigration et de droit d'asile, ont largement contribué à renouveler l'intérêt pour l'un des grands défis de l'Allemagne d'après-guerre.

La première contribution de T. GROSSER (*Das Assimilationskonzept der amerikanischen Flüchtlingspolitik in der US-Zone nach 1945*) comble une lacune historiographique. Cette étude régionale, menée dans le cadre du Land Wurtemberg-Bade, permet de mettre en évidence les grandes lignes de la politique américaine à l'égard des réfugiés. GROSSER brosse un tableau sévère de la politique américaine forcenée d'assimilation. Officiellement, l'occupant considérait que la question des réfugiés et expulsés était un problème purement allemand. Pourtant, le Gouvernement militaire, qui redoutait la constitution de foyers de minorités en Allemagne, ne se contenta pas d'une mission de contrôle. Il conçut lui-même une politique d'assimilation qui reposait sur une répartition »atomisée« – brisant les structures villageoises – des expulsés, leur interdisait (jusqu'en 1949), en tant que tels, de fonder un parti politique et mettait l'accent sur les aspects économiques de l'assimilation, au mépris de ses volets social et culturel. Il fallut attendre 1950 pour que le terme, en soi significatif, d'assimilation fût remplacé par celui d'intégration. L'auteur conclut que si, malgré tout, la question des réfugiés et expulsés paraît avoir été brillamment résolue en RFA, ceci est dû d'une part aux conséquences du »miracle économique«, d'autre part aux difficultés d'appréhender dans les statistiques les problèmes sociaux et culturels liés à l'intégration.

Le second article de GROSSER (*Wir brauchten sie nicht zu nehmen, sind aber froh gewesen, daß sie hier gewesen sind. Die Aufnahme der Heimatvertriebenen und SBZ-Flüchtlinge in Mannheim 1945–60*) présente, à partir de l'exemple de Mannheim, le problème de l'intégration en milieu urbain. Il s'agit d'un cas spécifique puisque les Américains n'avaient prévu d'accueillir les réfugiés que dans les campagnes et les localités de moins de 20000 habitants, afin de ne pas aggraver les problèmes de logement dans les villes dévastées par les bombardements. Après une partie, peut-être un peu fastidieuse, où l'auteur montre l'accroissement de la part de la population transférée, il procède à une typologie très convaincante de ces »Neubürger« mettant en évidence la spécificité des réfugiés de Mannheim: population essentiellement masculine, en âge de travailler, venue majoritairement des anciens territoires orientaux du Reich (Reichsdeutsche) et non des pays de l'Europe centre-orientale (Volksdeutsche). La particularité structurelle de ce groupe s'explique en fait par la façon même dont les réfugiés sont arrivés dans la ville: individuellement, en marge des convois de personnes déplacées, ayant eux-mêmes choisi leur lieu d'implantation, ou, anciens prisonniers de guerre originaires des provinces perdues, libérés par les Américains à Mannheim. L'auteur étudie ensuite les problèmes de logement, d'emploi, la mise en place des organisations de réfugiés, leur comportement politique, l'accueil et les stratégies de la population locale. Il en résulte que, contrairement aux prévisions américaines, l'intégration des personnes déplacées a été plus rapide et plus facile à Mannheim que dans les campagnes, que l'intérêt économique que la ville avait à accepter un apport de main-d'œuvre a été supérieur aux difficultés d'hébergement et que les citoyens ont montré plus de compréhension pour la détresse des »déplacés« que les ruraux.

La contribution très originale de Sylvia SCHRAUT (*Von der politischen Entmachtung der Großgrundbesitzer zum Siedlungsgesetz. Die Bodenreform und das Flüchtlingsproblem in der amerikanischen Besatzungszone am Beispiel Württemberg-Badens, 1945–1949*), en traitant du thème assez méconnu de la réforme agraire en zone d'occupation américaine, aborde le problème du statut des réfugiés et expulsés. Elle démontre que la volonté de l'occupant de libérer des terres pour y implanter les »Neubürger«, décelable dès 1945 mais alors marginale par rapport aux objectifs politiques (dénazification et démocratisation) et économiques (croissance de la production) de la réforme agraire, est devenue peu à peu le but fondamental

de l'opération. La réforme, vouée à l'échec en raison des structures agraires de la zone (peu de grandes propriétés) et du désaccord des autorités allemandes, déboucha finalement sur la redistribution d'un nombre négligeable d'hectares, qui ne profita que médiocrement aux réfugiés en butte à l'hostilité de la population locale.

Dans son deuxième article (*Zwangswanderung nach 1945 und ihre sozialen Folgen. Die Aufnahme der Flüchtlinge und Ausgewiesenen in Württemberg-Baden 1945–1949*), l'auteur, après avoir rappelé de façon extrêmement synthétique les grandes lignes de la politique américaine en matière d'accueil des »déplacés«, montre, tableaux à l'appui, la nécessité d'analyses régionales poussées pour appréhender les variables de l'intégration. Il apparaît que le Wurtemberg-Nord, qui présentait au départ une situation plus propice à l'accueil des réfugiés que le Bade-Nord, et qui, relativement, en reçut moins, offrit les meilleures conditions (travail et logement) d'intégration aux réfugiés. Globalement, si la part des voix accordées à la »Notgemeinschaft« aux élections fédérales de 1949, peut servir de critère d'appréciation d'une »conscience de minorité«, et donc de non-intégration, alors il est clair que les facteurs économiques ont primé les questions de logement dans le processus d'intégration. Ce résultat corrobore ce que la seconde contribution de GROSSER avait permis d'établir pour Mannheim.

Faisant pendant à l'étude du cas de Mannheim, le travail de Rita MÜLLER (*Von den Schwierigkeiten einer Bergstraßengemeinde im Umgang mit den Heimatvertriebenen. Dossenheim 1945–1950*), se propose d'analyser, au delà de l'intégration des réfugiés dans la petite commune ouvrière de Dossenheim, les réactions des autorités et de la population locale face à leur devoir d'accueil. Alors que la cité était plutôt mieux lotie que les communes environnantes (conditions de logement, possibilité d'emploi ...), elle ne cessa, mais vainement, d'exiger la limitation des contingents qu'elle devait recevoir. Plus que les conditions économiques objectives, l'état d'esprit des populations, leur degré d'hostilité à l'étranger et leur particularisme de clocher ont été déterminants pour expliquer leur comportement face aux personnes déplacées.

La dernière contribution, celle de Christiane GROSSER, est marginale par rapport au propos du recueil. Il s'agit d'une étude purement théorique et méthodologique sur les possibilités et les modalités de l'interview de témoins. Rattaché de manière quelque peu artificielle aux études précédentes – parce que la question des réfugiés a représenté un des thèmes de prédilection de l'»histoire orale« allemande –, cet »essai« avait originellement été conçu en même temps qu'un questionnaire destiné aux témoins, sur l'intégration des réfugiés à Mannheim et dans le Landkreis de Buchen. Il est regrettable que les résultats de l'enquête et la réflexion théorique n'aient pas été réunis pour la publication. Cela aurait vraisemblablement atténué le caractère très abstrait et parfois très pointilleux de cette présente étude. Christiane GROSSER y établit notamment une intéressante classification des interviews, distinguant la méthode explorative-descriptive, où l'interviewer s'efface devant l'interviewé et qui permet de rassembler du matériau historique et de formuler des hypothèses, de la méthode analytique, plus complexe, menée par l'interviewer, qui permet parfois d'éprouver des hypothèses et d'expliquer les implications entre les phénomènes historiques. Il apparaît, mais on pouvait s'en douter, que le problème posé par l'histoire orale réside moins dans l'interview elle-même que dans la façon dont l'interview est réalisée (choix des témoins, influence de l'enquêteur, élaboration du questionnaire). On regrette un peu que l'auteur n'ait pas abordé le cas de l'entretien avec des témoins-acteurs (différent de l'histoire »par en bas«) qui pose lui aussi, par la confrontation avec les sources d'archives, des problèmes méthodologiques spécifiques.

Chacun des articles est suivi d'une bibliographie. Peut-être l'établissement d'une bibliographie générale sur la question des réfugiés et expulsés aurait-il permis d'éviter certaines redites (d'autant plus que les ouvrages sont souvent cités dans les notes très abondantes de chaque contribution) et aurait-il finalement été plus pratique. Dernière remarque »formelle«, l'im-

pression choisie, en caractères très réduits, s'avère à la longue fort pénible pour le lecteur. Il n'en reste pas moins que ce recueil constitue une excellente mise au point »régionale« sur une question encore trop peu souvent étudiée.

Corine DEFRANCE, Paris

Juliet GARDINER, »Over here«. *The GIs in Wartime Britain*, London (Collins & Brown) 1992, 224 p.

Juliet Gardiner s'est fait une spécialité de l'histoire de la guerre au quotidien. Elle étudie ici les rapports entre les soldats américains stationnés en Grande-Bretagne, pendant la préparation du débarquement en Normandie, et les populations britanniques.

Le premier contingent de troupes américaines est arrivé à Belfast dès le 26 janvier 1942. En mai 1944, environ deux millions de GIs sont stationnés en Angleterre. A cette date, »les uniformes américains étaient visibles partout à travers la Grande-Bretagne. Munitions, vivres, équipements américains s'empilaient le long de toutes les routes et les troupes américaines occupaient 100 000 immeubles ... installés dans 1100 villes, bourgades ou villages« (p. 41).

Ce que décrit l'auteur, ce sont donc deux ans et demi de cohabitation, dans un pays »loué« aux Américains et soumis à une »invasion pacifique« mais non exempte de problèmes et de heurts. La communauté de langue n'abolit pas, en effet, les préjugés, de part et d'autre. Les Américains découvrent la réalité de la société anglaise sous les stéréotypes, mais restent hermétiques à ses valeurs et à son cloisonnement hiérarchique. Aux Anglais, ils apparaissent eux-mêmes arrogants et mal éduqués.

En Angleterre, les GIs ont aussi leur premier contact avec la réalité de la guerre et de ses effets: les ruines consécutives aux bombardements et les difficultés dues à la pénurie. Ils n'apprécient pas spécialement, pour autant, le fameux stoïcisme britannique, mais le considèrent plutôt comme une passivité confinant au manque de courage pour affronter et punir l'auteur de leurs maux. La discrimination raciale dont sont victimes les noirs dans l'armée américaine choque un certain nombre de Britanniques et un habitant de Cambridge exprime même l'idée qu'»une armée Jim Crow n'est pas apte à combattre pour un monde libre« (p. 154). D'autres y sont rendus plus compréhensifs par leur propre racisme, notamment dans l'aristocratie.

Une des sources majeures d'incompréhension résulte, très classiquement, des différences de culture alimentaire. Les contacts directs entre civils britanniques et soldats de l'US Army s'établissent hors des lieux et du temps de travail des uns et des autres. Ils se situent surtout dans la rue et dans les lieux de loisir; surtout les pubs que les GIs ont d'autant plus tendance à fréquenter que bien peu d'autres portes leur sont ouvertes et qu'ils peuvent y noyer la nostalgie du foyer et des affections laissées outre Atlantique.

Mais la cause de frictions la plus commune – et la plus classique – est liée aux relations entre GIs et femmes anglaises, déformées et amplifiées par les fantasmes dont s'entourent volontiers ce genre de contacts. Le succès – réel ou supposé – des GIs auprès des Anglaises est-il imputable à leur charme propre et à leur galanterie (très supérieure à celle de leurs compatriotes mâles, au témoignage de certaines femmes britanniques); à ce que »les yankees étaient la chose la plus magnifique qui soit jamais arrivée à la gent féminine britannique«, comme le dit un Anglais mâle (p. 108) parce qu'»ils avaient tout, l'argent en particulier, le charme, l'assurance, les cigarettes, le chocolat, les bas nylons, les jeeps – et des couilles ...«; ou bien, est-ce »simplement que les femmes anglaises et les GIs étaient au même endroit en même temps«, comme le suggère dans son témoignage une teenager de l'époque?

En tout cas, 70 000 Anglaises ont épousé des GIs; et on n'a pu faire le compte exact des milliers qui ont donné le jour, hors mariage, à des bébés de GIs (p. 108). Par ailleurs, la fréquentation des prostituées – qui semblent avoir investi notamment, la nuit, les quartiers de